

CIBLE

Panaché

Pour les élections européennes, la mode est aux motions chèvre-chou et aux accords contradictoires.

Après le projet socialiste de la « fédération des États-nations » qui permet de coucher les anti-Maastrichtiens et les pro-Amsterdam sur la même liste socialiste, après le marché conclu entre l'ancien anti-libéral Séguin et l'ultra-libéral Madelin, voici, du côté de la droite autoritaire, la liste Pasqua-de Villiers. Elle allie le vieux gaulliste désabusé et le jeune loup libéral, l'ami trop tardif des sans-papiers et le xénophobe de salon, Vidocq et un petit féodal épris d'apparences bourgeoises.

Chacun a compris que la double posture et le double langage permettent en théorie de ratisser plus large. On sourirait de ces manipulations grossières si elles n'étaient devenues un mode de gouvernement. Quand le Premier ministre affirme dans une même déclaration que les frappes aériennes sur la Yougoslavie ne sont pas la guerre et que nous participons à une guerre morale, il se moque des citoyens. Cet abus de confiance ne sera pas oublié.

Balkans

Projets pour la paix

Idées

Le juge et l'historien

p. 9

Chômage

Bureaux et flicage

p. 4

Un roi pour la Yougoslavie !

Héritier de la Couronne de Yougoslavie, le prince Alexandre a condamné l'action de l'OTAN contre son pays. Tout en se présentant comme l'artisan d'une évolution démocratique, il multiplie les interventions en vue de la paix.

Sur le site Internet de la famille royale de Yougoslavie (1), nos lecteurs anglicistes trouveront le texte complet d'une lettre que le prince Alexandre a adressée aux présidents Clinton et Chirac, ainsi qu'au premier ministre Tony Blair. Cette lettre est datée du 6 avril dernier. Comme le rappelle le prince Alexandre, c'est le 58^e anniversaire du bombardement de Belgrade par la Luftwaffe.

C'est dans la fidélité à l'engagement de son père, le roi Pierre II, que le prince Alexandre lutte aujourd'hui pour la cause de la liberté. Après avoir souligné son opposition résolue à Slobodan Milosevic, il dénonce vivement l'action de l'OTAN contre son pays - « *illégal, puisqu'elle n'a pas été autorisée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies* ».

Or quelles sont les conséquences de cette action militaire ? Dans un article publié par *Newsweek* en date du 5 avril, Alexandre de Yougoslavie écrit :

« Pendant que les bombardements continuent, des gens innocents meurent et la souffrance des survivants grandit incroyablement. Mais que se passera-t-il quand les bombardements s'arrêteront ? L'attaque de l'OTAN est le plus gros cadeau qu'on pouvait faire à Milosevic et à sa mafia. Pour beaucoup d'autres, je vois la poursuite de la misère et de la souffrance - encore plus de réfugiés, encore plus de sang du pays répandu. Nous avons déjà perdu près de 250 000 intellectuels de l'ex-Yougoslavie qui auraient pu être le ciment d'une nouvelle démocratie : des médecins, des techniciens, des juristes. Maintenant beaucoup d'autres s'enfuient ».

Tandis que la Yougoslavie continuera de se vider de ses forces vives, le régime poursuivra la politique du pire. Certes, « *Milosevic pourrait céder sur le Kosovo. Il désire le pouvoir plus qu'il ne désire ce casse-tête. S'il cède il blâmera l'Ouest pour ce désastre : la perte de ce qui est si cher aux Serbes. Et ensuite, il* »

mettra en oeuvre son deuxième scénario : Sandjak ou Voïvodine - en utilisant le nationalisme pour appliquer sa loi. Milosevic restera le commandant suprême à Belgrade, en compagnie de sa loyale femme. Ils auront toujours à leur disposition le Ministère de l'Intérieur - un État dans l'État qui gère des milices et la police secrète, qui contrôle les médias et muselle l'opposition politique ». Dès lors, quelles solutions ?

« Je crois qu'un pourcentage substantiel de mon peuple soutiendrait la restauration d'une monarchie constitutionnelle dans laquelle je pourrais régner mais où la démocratie serait la règle. Je soutiens depuis des années les droits constitutionnels pour tous les peuples : Serbes, Albanais et toutes les minorités. Si les Kosovars albanais avaient de tels droits, ils n'auraient jamais senti le besoin de se séparer de la Yougoslavie. Mais j'ai peu accès aux médias yougoslaves et d'ailleurs aucun véritable démocrate n'y a accès. Les »

extrémistes ont prévalu. Les deux partis dans cette guerre civile au Kosovo ont utilisé le terrorisme pour leurs propres fins. Et les peuples innocents - Serbes et Albanais - se sont retrouvés coincés au milieu ».

Cette perspective monarchique et démocratique résoudrait la question du régime yougoslave dans une perspective fédérale repensée. Ceci après la cessation des hostilités, qui permettrait de poser les conditions de la paix. Dans une lettre adressée au président Eltsine, le prince Alexandre propose en effet un plan en cinq points :

- cessation des bombardements, des activités terroristes, de la guerre des ondes et autres actions agressives contre la Yougoslavie ;

- arrêt immédiat de toutes les actions provoquant l'exode massif de la population civile ;

- réunion d'un groupe international de médiation chargé de préparer la tenue d'une conférence sur le Kosovo et la Metohija ;

- la tâche de cette conférence sera, « *en s'inspirant des modèles d'autonomie existant en Europe, de définir le statut constitutionnel du Kosovo et de la Metohija dans la Serbie* » ;

- il faudra aussi donner les garanties internationales pour les droits civiques et nationaux des populations et pour l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale de la Serbie, du Monténégro et de la Yougoslavie.

Nous espérons que, cette fois, le prince Alexandre sera entendu.

Jacques BLANGY

(1) Voir la présentation de ce site dans *Royaliste* n° 725. Adresse : <http://www.royalfamily.org>.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Un roi pour la Yougoslavie ! - p.3 : Faire charpie du Charpin - Les sottises du Garde des Sceaux - p.4 : Le Jardinier du cœur est mort - p.5 : L'OTAN cinquante ans en arrière - p.6/7 : Des projets pour la paix - p.8 : Debray - Un historien dans la cité - p.9 : Le tribunal de l'histoire - p.10 : A la rencontre d'un masque mythique - Naviguons à bon escient - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La guerre, cette révolution.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Faire charpie du Charpin !

Après plusieurs mois de campagnes alarmistes, un ramassis d'hypothèses économiques malthusiennes et de prévisions imbéciles conduit à proposer une réforme des retraites à tous égards sacrificielle.

Cela s'appelle le rapport Charpin. Cela s'est fabriqué dans le non-commissariat général de l'anti-plan, devenu la chambre d'écho de la pensée unique. Cela se présente comme le projet de réforme du système des retraites, sur lequel s'appuiera le Premier ministre pour engager des négociations avec les « partenaires sociaux ». Vive les experts ! Vive le dialogue ! Et vive les pompiers !

Mais c'est l'expertise de la poule et de l'oeuf : Matignon découvre que le « problème des retraites » est bien là où il l'a posé.

Mais c'est le dialogue du serpent qui se mord la queue : les présumés du rapport sont tels qu'ils aboutissent inéluctablement à une « solution » exclusive de toute autre.

Mais c'est le jeu du pompier incendiaire : le boute-feu jette son seau d'eau sur le tas de chiffons qu'il vient d'allumer et déclare qu'il vient de sauver la maison.

Techniquement, les experts ne se sont pas fatigués : ils ont repris la réforme Balladur de 1993 en la généralisant. Cela signifie que la durée de cotisations sera portée à 42,5 années pour tous les systèmes de retraites. Il y a six ans, la droite avait porté cette durée de 37,5 à 40 ans, sauf pour les régimes spéciaux - fonctionnaires et services publics - et elle avait échoué en 1995 (qui ne s'en souvient !) dans sa

tentative de réforme de ces régimes spéciaux. Lionel Jospin veut faire mieux que MM. Balladur et Juppé en mettant tout le monde - public et privé - au même régime... sec.

Comme ce rapport survient après une campagne paniquarde (on ne pourra plus payer les retraites !), le rapport paraît raisonnable et réaliste... C'est toujours la même dialectique piégée, que Henri Guaino dénonce dans un magistral entretien accordé au *Monde* (4-5 avril).

L'ancien commissaire au Plan, congédié par Lionel Jospin pour avoir dit la vérité sur le chômage, explique que « *la pensée unique des rapports officiels débouche sur l'économie sacrificielle* ». L'hypothèse sur laquelle se fonde le rapport Charpin est en effet extravagante : prétendre que la richesse nationale va doubler dans les prochaines décennies signifie que le taux de croissance ne serait que de 1,7 % pendant 42 ans, alors qu'il s'est situé en moyenne à 2,4 % par an pendant les trente « piteuses » dernières années. La logique Charpin, c'est celle de la quasi-stagnation, de la contrainte salariale, et du chômage de masse que le rapport situe entre 6 et 9 %.

Conclusion d'Henri Guaino : au bout de ce rapport « *extravagant* », « *il y a les fonds de pension, la rupture programmée du contrat social et la fin du pacte républicain* ». En charpie, le Charpin !

Sylvie FERNOY

Les sottises du Garde des Sceaux

Le propre de la compétence, c'est qu'elle s'applique à un domaine particulier, sans garantir de qualités politiques. Ainsi Elisabeth Guigou, experte sur les questions européennes mais piètre Garde des Sceaux.

Voici une dizaine d'années, Elisabeth Guigou était de celles et de ceux qui, dans la « génération Mitterrand » nous faisaient

espérer un renouvellement profond du milieu dirigeant. C'est le milieu dirigeant qui a changé l'ancien ministre des Affaires européennes : comme tant d'autres, elle est tombée dans l'ornière du conformisme.

On sait que le bon ton implique que, dans la recherche d'un compromis entre les groupes de pression et les principes, ces derniers soient sacrifiés. Mais, comme dans le grand monde, on compensera le respect scrupuleux des usages par de menues provocations - on se fait appeler Madame La Garde des Sceaux - tout en veillant à ce qu'elles soient du dernier chic parisien.

Mais sur l'essentiel, quel sombre bilan ! Elisabeth Guigou a accepté que soit tenu le scandaleux procès de masse sur les réseaux islamiques (procès Chalabi) qui a scandalisé le monde judiciaire et au cours duquel la plupart des avocats de la défense ont refusé de plaider.

Après avoir laissé traîner la grande réforme de la justice qui nous était annoncée, elle a présenté un projet sur la présomption d'innocence au moment même où, dans l'affaire Dumas, elle renonçait à sanctionner celles et ceux qui violent allégrement ce principe. Pour le reste, le souci du ministre est de diluer, de

différer, afin de continuer à se faire bien voir des corporations, groupes d'intérêts et autres réseaux d'influence. Toujours la peur du quand dira-t-on.

Le dernier exemple en date concerne Eva Joly. En charge de l'affaire Elf, devenue célèbre pour son examen particulièrement zélé du cas de Roland Dumas, ce juge d'instruction a ordonné une perquisition très complète du bureau de M^e Turcon, toujours en relation avec l'affaire Elf. Puis elle a affirmé lors d'un déjeuner-débat « *qu'il n'y aurait pas de blanchiment sans les avocats* » et que « *15 % du chiffre d'affaires de la criminalité (allait) aux avocats* ».

Indigné par ces procédés et ces déclarations, le Conseil de l'ordre avait demandé au Garde des Sceaux de saisir le Conseil supérieur de la magistrature afin qu'il puisse apprécier la faute du juge et prendre d'éventuelles sanctions à son encontre. Mais Elisabeth Guigou a refusé de saisir le CSM, sans doute parce qu'elle préfère à la justice les apparences de l'ordre qui, comme chacun sait, n'évitent jamais l'apparition de désordres profonds.

Il est plus que temps que Madame le Garde soit changée d'affectation. Elle pourrait par exemple remplacer Édith Cresson à la Commission européenne : le poste est à la mesure de ses compétences et comblerait son goût pour la discrétion.

Annette DELRANCK

« Le Jardinier du coeur est mort »

Toute la politique des aides sociales est à revoir en France. Les collectivités multiplient les guichets et saupoudrent les aides sans que personne ne réfléchisse un instant sur l'absurdité du système et sur l'humiliation permanente et organisée des pauvres et des demandeurs d'emploi.

La scène se passe dans les couloirs des Restos du coeur à Angers. Un panneau annonce qu'un responsable des Jardins du coeur est décédé. Bénévoles et bénéficiaires sont invités aux obsèques.

Ça fait rire la dame qui s'est plantée devant l'écriteau. Pas méchamment. C'est seulement l'ironie de son sort qui la fait rire : « Des obsèques, ça ne fera rien qu'une démarche de plus ».

Sa vie à elle, c'est des démarches, de longues attentes auprès des organismes sociaux, où elle croise d'ailleurs ses voisines... qu'elle retrouve ensuite quelques heures plus tard aux Restaurants du coeur. Toujours les mêmes, dans une interminable ronde dont on ne sort pas.

Problème

Et la dame raconte son histoire, ses petites et ses grandes misères, sa carrière de secrétaire de direction. Avant... Et puis le chômage et aujourd'hui son manque de tout. Ce pourrait-être un long apitoiement, mais non. Bien au contraire, tant d'absurdité la fait rire.

Au fond, son problème est très simple : comment fait-on pour vivre, avec deux grands garçons et seulement 2000 F de revenu par mois ?

Contrairement à ce qui est dit dans *le Figaro*, le pauvre, qui

est beaucoup plus civilisé qu'on ne pense, commence généralement par les solutions honnêtes, c'est-à-dire par aller voir l'assistant social.

Et c'est généralement là que ses ennuis commencent... Le dévouement et la compréhension de tous ceux qui travaillent au contact de la pauvreté n'est pas en cause, bien au contraire.

La question n'est pas là : elle est dans l'absurdité et dans l'inefficacité du système, elle est dans le flicage et la culpabilisation permanente dont des personnes font l'objet, elle est dans ces « politiques d'économie » et de « rigueur budgétaire » qui n'ont d'autres effets que de priver des citoyens du minimum vital.

Inventaire

D'abord, il y a plein de « travailleurs sociaux ». Certains sont salariés et d'autres sont bénévoles, et tous constatent l'état de pauvreté des personnes et remplissent de multiples dossiers. : il y a les travailleurs sociaux des Allocations familiales, ceux de la DDISS, ceux du centre communal d'action sociale, ceux du Conseil général, ceux des associations caritatives (banque alimentaire, Secours catholique, Restaurants du coeur...), ceux des établissements scolaires (quand les élèves ne peuvent plus payer la

cantine) et ceux des offices HLM, sans oublier ceux de la Banque de France qui interviennent lors des commissions de surendettement.

Et tous ont leur barème et tous constatent neuf fois sur dix que le pauvre n'est pas assez pauvre pour bénéficier des aides prévues, et « vous savez-il-y-a-des-situations-pires-que-la-vôtre... »

Pour les pauvres qui râlent trop, il existe même au tribunal un organisme contrôleur... qui a pour mission de contrôler les constats des précédents contrôleurs. Le flicage est bien organisé et, en dépit de ce qui est dit, on a vraiment l'impression que les systèmes informatiques communiquent entre eux pour vérifier les déclarations et déceler les éventuels tricheurs...

Kafka

La dame dit qu'elle n'a jamais droit à rien. Toujours trop jeune, trop âgée, trop pauvre ou pas assez. Et bien sûr, pas un ne lui propose jamais un travail, même précaire.

Une fois, on lui a dit qu'elle « gagnait » 20 F de trop, pour avoir droit au RMI. Une autre fois, une assistante lui a expliqué sans rire qu'elle ne pouvait rien ; que si la dame était allée en prison, ça, on aurait pu l'aider ! Mais non : la dame n'a jamais fait de

prison. C'est bête... Et la voilà qui se remet à rigoler...

Une autre fois, elle avait besoin d'une aide d'urgence : sa petite pension était bloquée et la voilà sans un sou au 17 du mois. La dame a donc sollicité une aide d'urgence. Au bout de dix jours, l'aide d'urgence n'avait pas toujours pas été versée : l'assistante sociale qui avait la signature était partie en formation, et n'avait pas été remplacée...

Régime...

Comment a-t-elle fait alors ? Elle s'est débrouillée. D'abord, il y a les Restaurants du coeur, mais ce n'est pas terrible, même si c'est mieux que rien. Les industriels agro-alimentaires du coin s'y débarrassent de marchandises parfois douteuses. Cet hiver, la dame et ses fils ont tous eu une gastro-entérite, le même jour. Lorsque le médecin a su qu'ils mangeaient aux Restos du coeur, il a signé l'ordonnance sans même les ausculter... La dame dit aussi qu'elle a des problèmes de santé et qu'il lui faudrait un régime adapté : « Vous savez, le manque de nourriture, ça fait grossir ».

Enfin, il y a aussi « la débrouille ». Les petites combines qui ne s'avouent pas. Dans son quartier de misère, les petits trafics des mômes (notamment de la drogue) permettent aux familles de vivre, plus sûrement que le RMI. Il paraît qu'il y a des mères de famille qui s'y mettent à leur tour...

La dame connaît bien une assistante sociale, « presque une copine ». Tout récemment, celle-ci lui a avoué qu'elle avait la consigne de diminuer le volume des aides sociales qu'elle distribue. Charge à elle de faire ses choix...

C'est comme ça... Tandis que Dominique Strauss Kahn fanfaronne que les encours des aides sociales de l'État ont baissé en 1998. C'est signe que ça va mieux. Non ?

Paul JYL

L'OTAN cinquante ans en arrière

Le grand concept stratégique qui devait être le couronnement des cérémonies du cinquantenaire de l'OTAN à Washington le 23 avril est mort et enterré dans un petit poste de police anonyme de la plaine kosovare.

Cinquante ans en arrière et toute la guerre froide, la victoire sur le totalitarisme pour en arriver là, à Pristina, Kukës et autres lieux. Avant la signature de l'Alliance atlantique le 23 avril 1949, il y avait eu d'abord la « doctrine Truman » en 1947 et la décision de l'Amérique de se réengager en Europe qu'elle avait pourtant presque déjà évacuée. Ce retournement du président américain - pur produit de Kansas City, en plein coeur du Middle West isolationniste - avec un Congrès en majorité républicain et lui aussi isolationniste, avait été provoqué à l'époque par la guerre civile grecque, qu'on a trop vite oubliée. Les Britanniques ne faisaient plus le poids face aux maquis des partisans communistes dont les bases arrière étaient en Yougoslavie. Après vint le coup de Prague de 1948 (1) qui déclencha la formation de l'Alliance atlantique.

La doctrine Clinton sur les Balkans n'est pas éloignée de la doctrine Truman.

Incapables de penser loin...

Dix ans en arrière, la chute du mur de Berlin, le « printemps des peuples », pour en arriver là. Les vieilles équipes communistes au pouvoir n'ont pas partout disparu. Certaines ont revêtu la peau de l'agneau.

D'autres ont traversé intactes toutes ces années, et pas seulement à Belgrade. Mais, à la lecture des papiers du quarantième anniversaire de l'OTAN, célébré en mars-avril 1989, il est frappant de constater combien les « anti-communistes » avaient si peu prévu ce qui allait se passer à peine six mois après. De part et d'autre, dix ans plus tard, comment ne pas constater ce retard dans la pensée politique et stratégique, cette incapacité, qu'on doit reconnaître fondamentale, à penser plus loin, à penser autrement ?

Économie ou politique

A l'époque, début 1989, les politiques de l'OTAN s'interrogeaient seulement sur 1992, parce que la mode était à l'Europe du marché unique décrété pour le 1^{er} janvier 1993, comme aujourd'hui on peut fantasmer sur la naissance de l'euro en 2002. Tout ceci n'a strictement aucun rapport avec une pensée stratégique. On continue de confondre économie et politique. En 1989, on espérait que la croissance permettrait aux Européens de consacrer plus de ressources à leurs budgets de défense. Avec les critères de convergence de Maastricht, on sait que c'est tout le contraire. La France la première a abandonné la conscription dans l'espoir de diminuer ses coûts de fonctionnement. Pour autant, il n'y a pas de lien

nécessaire. Un budget constant n'interdit pas de moderniser une armée en faisant les bons choix d'équipement. Chirac avait fait ce calcul dès son accession à la présidence. Sur la chose militaire, et son emploi dans les Balkans, on doit lui concéder constance et cohérence.

Les visées américaines

Son épée néanmoins est bien courte pour que sa stratégie puisse réussir vis-à-vis des Américains et de l'OTAN. Washington verrait bien les Européens tenir le rôle de la piétaille. Aux Américains l'intelligence, la guerre électronique, en chambre sourde, aux Européens l'humanitaire, les mains sales, le charbon, les pleurs et les gémissements. Belle division du travail. Autre partage du monde : en échange du soutien américain en Europe, l'Europe devrait appuyer toutes les initiatives américaines en Iraq, demain en Asie, contre la non-prolifération ou tout autre cause. Est-ce là la part du marché qu'ont dû payer les Européens pour que l'engagement américain en Yougoslavie soit poursuivi au-delà de ce que souhaitaient à l'origine une large partie de l'opinion américaine et les gars de l'Arkansas (le commandant en chef de l'OTAN est originaire du même État que le président Clinton) ? On en voit les premiers effets dans la discrétion du rôle joué par l'ONU.

La cause de tout cela n'est qu'en partie militaire. L'Europe, combien de divisions ? Chirac en est conscient. Il souhaiterait plus de place à l'intérieur de l'OTAN pour les généraux français, pour les armements français, pour les unités françaises, mais il sait que même avec les Anglais, voire les Allemands et les Italiens, il pèsera encore trop peu au milieu de l'invincible Armada.

Mais cette invincible Armada n'était peut-être pas aussi invincible qu'elle en avait l'air ? Et si l'OTAN avait été sinon vaincue, du moins tenue en échec par la petite armée serbe ? Les choses eussent été différentes. De toutes façons un avertissement a tout de même été donné à cette organisation si dominatrice, si sûre d'elle-même. Pour une fois que l'on a un exercice grandeur nature, Chirac a une carte à jouer dans la critique de l'Alliance telle qu'elle a militairement fonctionné, c'est-à-dire stratégiquement et donc aussi politiquement.

Se donner un autre idéal

Car la cause est bien plus dans l'absence, non pas d'Europe en soi, mais d'accord en Europe sur les conditions de sécurité. Intégrer des économies est une chose, mettre d'accord les divers peuples européens entre eux en est une autre. Leur donner à tous un autre idéal, une autre vision que celle des « ethnies », voilà la grande tâche du politique en Europe pour les cinquante ans à venir. En 1945 et plus encore en 1990, il nous a manqué une conférence de paix. L'OTAN ne saurait en tenir lieu éternellement.

Yves LA MARCK

(1) Coup de force communiste en Tchécoslovaquie qui accule le ministre des Affaires étrangères Tomas Masaryk au suicide puis contraint le président de la République Edvard Benes à démissionner et met en place un gouvernement complètement inféodé à Moscou.

Des projets pour la paix

La guerre contre la Yougoslavie suscite des prises de positions passionnelles. Compréhensibles de la part de celles et ceux qui parlent au nom des peuples et des nations emportés par les conflits balkaniques, mais indécentes et irresponsables dès lors que s'y mêlent les ambitions et les querelles des coterie parisiennes. Nous n'avons jamais cessé, pour notre part, d'œuvrer en théorie et en pratique pour l'entente des peuples et des nations balkaniques au sein d'une grande Europe confédérale. C'est selon ce projet que nous présentons quelques réflexions politiques en vue de la paix.

Tandis que le sang coule à nouveau dans les Balkans, est-il possible de raison garder ? Oui, à condition de préciser qu'il ne s'agit pas de prendre la posture du Sage délivré des passions, mais de vouloir raisonnablement poser, au plus fort de la guerre, les conditions politiques de la paix.

Refuser la logique d'affrontement

Cette exigence n'efface pas les émotions et les préférences. Mais, dans les conflits balkaniques tout particulièrement, nous sommes portés à la prudence (vertu politique éminente) par le fait que nous avons des affinités avec tous les « camps » grossièrement dessinés par les médias : plusieurs rédacteurs de *Royaliste* aiment Ismaël Kadaré et admirent la littérature albanaise, la *Nouvelle Action Royaliste* compte parmi ses militants et sympathisants des chrétiens orthodoxes et des musulmans, et certains de ses dirigeants ont des amis, intellectuels ou simples citoyens, à Zagreb et à Sofia, à Skopje, Belgrade, Tirana... Il va sans dire que nous sommes particulièrement attentifs à l'action menée par le Roi Siméon de Bulgarie, par les princes Alexandre de Yougoslavie, Nicolas Petrovitch de Monténégro, et Léka d'Albanie.

Nos sympathies personnelles, culturelles et politiques nous mettent à l'écart des logiques d'affrontement, et nous font rejeter les imprécations et les clichés qui, depuis bientôt dix ans, durcissent les tensions balkaniques. Non, nous ne voyons pas renaître Hitler et l'esprit de Munich. Non, les Américains ne sont pas des nazis. Non, la guerre d'agression déclenchée le 23 mars n'est pas celle de la « communauté internationale » contre un « tyran ».

Préalables

Le premier préalable politique de la paix, c'est de refuser le manichéisme qui détruit la complexité des peuples et des nations, des groupes et des cultures qu'on affirme vouloir sauver.

Deuxième préalable : récuser les fausses alternatives par lesquelles on s'ingénie à donner un « supplément d'âme » aux opérations de guerre. Se poser en héraut de la Civilisation (occidentale) contre la Barbarie (serbe), c'est nier la part byzantine et chrétienne-orthodoxe dans l'identité de l'Europe. Opposer la Démocratie au Nationalisme est contradictoire dès lors qu'on engage des peuples ou des fractions de peuples à se libérer en vue de créer des États souverains qui ne sont ou ne seront pas plus respectueux des différences religieuses et culturelles que les

nations contre lesquelles ils se sont constitués. La destruction des quartiers musulmans de Mostar par les Croates, et l'expulsion, accompagnée d'exécutions sommaires, de 200 000 Serbes de la Krajina croate en 1995 atteste ce point.

Troisième préalable : écarter résolument les solutions de facilité, qui sont souvent les plus meurtrières. « *Il est toujours plus facile de faire la guerre que la paix* », disait Clemenceau. Preuve en est l'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie : la guerre a précipité l'exode qu'on voulait éviter ; elle a déstabilisé le sud des Balkans qu'on voulait protéger ; elle a rassemblé les Serbes autour du dictateur que l'on voulait éliminer par le biais d'une insurrection militaire ou d'un mouvement de protestation populaire. Aussi indispensable et généreuse soit-elle, l'aide apportée aux réfugiés albanophones du Kosovo ne justifie ni n'excuse les fautes politiques commises par les Américains et par ceux qui ont eux la faiblesse de les soutenir ou de les suivre dans leurs opérations guerrières.

Quatrième préalable : abandonner la manie bureaucratique qui consiste à traiter les questions balkaniques dossier par dossier, alors que la paix procédera d'une appréhension globale du monde balkanique. Par voie de conséquence, il est illusoire de réclamer l'indépendance du Kosovo-Metohija (qui poserait

le problème de la minorité serbe) ou la création d'une entité de Kosovars albanophones qui ne serait pas viable. Le précédent de la Republika Srpska de Bosnie est à cet égard tristement éclairant.

Pour une politique de paix

Le retour à une perspective politique exige que trois principes soient respectés par ceux qui auront à négocier l'accord général de paix :

1) Reconnaître toutes les

identités et toutes les différences, donc les connaître précisément et les inscrire dans la dialectique générale du même et de l'autre (pas d'identité sans altérité) qui affecte pour le meilleur et pour le pire la condition humaine. Proscrire, par conséquent, l'imagerie du *western*, dans sa version civile (le Bon et le Méchant) comme dans la version militaire : le nettoyage ethnique des Indiens par la cavalerie américaine porteuse des valeurs de l'Homme Blanc.

2) Apaiser les conflits de mémoire en retrouvant l'his-

toire et les rites des moments heureux : dire et redire que la « haine ancestrale » des Serbes et des Croates est une invention de journalistes ; rétablir le *komsiluk*, c'est-à-dire les règles de bon voisinage qui permettent aux Bosniaques de surmonter les crises et de se réjouir entre membres des différents *millets* (communautés culturelles) ; rechercher les facteurs politiques (autrement dit symboliques) de l'unité toujours possible - tant il est vrai qu'il y a toujours autant de raisons de haïr que d'aimer ; ne jamais oublier qu'il y avait, dans la Yougoslavie royale comme dans la titiste, beaucoup de mariages entre membres de communautés aujourd'hui réputées « héréditairement ennemies ».

3) Retrouver une vision géopolitique sans craindre d'établir les hiérarchies nécessaires à la reconstitution d'ensembles et de sous-ensembles solides, en sachant que cela demandera beaucoup de temps.

Une institution symbolique

- Le cadre fédéral demeure le seul qui permette de reconnaître la diversité des Slaves du Sud et de les associer dans une unité souple. Entre le particularisme autodestructeur et la dictature de gauche (le maréchal Tito) ou de droite (Slobodan Milosevic), il y a place pour une institution

symbolique suffisamment forte pour renouer les liens entre les peuples et démocratiquement légitimée. Le prince Alexandre de Yougoslavie, héritier de la dynastie légitime, offre la possibilité de ce recours à une monarchie démocratique et historiquement fondée. La solution royale offre un autre avantage : elle prend appui sur la Serbie, certes toujours accusée (non sans raisons...) de vouloir tout dominer, mais qui est une véritable nation.

- C'est sur la nation serbe, démocratique et fédérative, qu'il est possible de renouer, fil après fil, des liens d'amitiés entre les peuples de Bosnie-Herzégovine, et de recréer, avec beaucoup de garanties et d'infinies précautions, des relations de confiance entre la Serbie et la Croatie. Là encore, la monarchie qui a présidé à la réunion des Serbes, des Croates et des Slovènes dans un seul royaume, se présente comme une solution possible, dans l'ordre de la raison politique, de la mémoire et du sentiment.

- Il faut d'ores et déjà envisager la constitution d'une Entente balkanique, nécessaire à la résolution de conflits latents (une extension de la guerre à la Macédoine impliquerait les Grecs et les Bulgares...) et indispensable au développement du Sud-Est européen. Ceci dans la perspective de la Confédération européenne envisagée par François Mitterrand dans la droite ligne du projet gaullien de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural.

Libérer l'Europe del'emprise américaine

Cette architecture yougoslave, balkanique et européenne est un projet à long terme. Celui-ci n'a aucune chance d'exister si les États-Unis continuent de dominer une Europe fragmentée, au nom d'un moralisme paradoxalement professé par une puissance violemment hégémonique, par un État racial qui agit selon des ambitions inacceptables : celles, avérées, qui se confondent avec les intérêts commerciaux américains ; celles, probables, qui se traduiraient par une réorganisation des États balkaniques

sur une base ethnique, (culturelle ? religieuse ? raciale ?) parfaitement abstraite et qui provoquerait de nouvelles tragédies. N'oublions pas les Musulmans du Sandjak de Novi-Pazar qui fait partie de la Serbie, les Hongrois qui peuplent une partie de la Voïvodine, les Albanais chrétiens orthodoxes ou catholiques...

S'il faut arracher l'Europe à l'hégémonie américaine, il est indispensable de faire de la Russie un élément indispensable du nouvel équilibre européen en l'associant étroitement, en raison des liens historiques qui l'unissent à la Serbie et à la Bulgarie, à la politique de paix dans les Balkans puis à l'organisation de la sécurité collective sur le continent européen.

La France est appelée à jouer un rôle majeur dans la réalisation de ce projet confédéral européen, dès qu'elle aura retrouvé sa tradition diplomatique et militaire d'indépendance à l'égard des superpuissances.

B. LA RICHARDAIS

BIBLIOGRAPHIE

Faute de pouvoir donner les citations et les références qui justifient certaines des affirmations contenues dans cet article nous conseillons à nos lecteurs les ouvrages suivants :

♦ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, La Découverte, 1996, prix franco : 92 F.

♦ Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, Fayard, 1991, prix franco : 180 F.

♦ Alexandre Popovic, *Les Musulmans yougoslaves*, L'Age d'Homme, 1990, prix franco : 84 F.

♦ Revue *Hérodote*, Balkans et Balkanisation, n° 63, 4^e trim. 1991, prix franco : 90 F. ; et *La Question serbe*, n° 67, 4^e trim. 1992, prix franco : 115 F.

♦ Bertrand Renouvin, *Les relations culturelles entre la France et l'Europe centrale et orientale* ; *Les relations économiques entre la France et l'Europe centrale et orientale* - La Documentation française, prix franco de chaque ouvrage : 85 F.



♦ Alexandre de Yougoslavie : un artisan du retour à la paix.

Debray

Parmi tous les « points de vue » publiés sur les conflits balkaniques, celui de Régis Debray (1) est de ceux qui portent le plus loin. Résumons autant que possible, afin d'inciter à la lecture complète de l'article :

Dans la guerre faite à la République yougoslave, les Européens ne se soumettent pas seulement à un impérialisme politique et à ses organes militaires : ils ont complètement intégré l'univers mental et culturel des Américains. Ainsi la combinaison de l'idéalisme moral et de la supériorité technique qui exclut le souci politique, donc l'histoire et la géographie, le territoire et la mémoire. Ainsi le manichéisme qui oppose le Bon et le Méchant. Ainsi cette conception hollywoodienne de l'action, qui exige que les choses aillent vite et se finissent bien. L'utilisation de quelques « Hitler intermittents » et les images des désastres humanitaires permettent de mobiliser les opinions publiques dans une seule et même compassion pour les victimes - du moins celles qui entrent dans le scénario.

Les simplifications américaines ne font qu'ajouter de la violence technicienne à la violence qu'engendrent les infinies complexités balkaniques, l'anti-mémoire s'efforce d'effacer l'excès de mémoire en détruisant toute mémoire. En acceptant le schéma américain, l'Europe, qui a toujours pensé son identité en termes historiques et politiques, renonce à faire la paix en elle-même et par elle-même.

Cette démission annonce d'autres tragédies, et pas seulement dans les Balkans.

Maria DA SILVA

(1) Le Monde du 1^{er} avril.

Un historien dans la cité

Historiens ou philosophes, amis, disciples ou collègues de Pierre Vidal-Naquet se sont réunis pour restituer au lecteur une vision synthétique de l'oeuvre et de la pensée d'un de nos historiens actuels majeurs.

Un historien, certes ! Un homme d'engagements aussi, dont la réflexion et la pensée se sont toujours prolongées dans l'action, au moment de la guerre d'Algérie, sur la question juive, sur toutes les questions pour lesquelles il a ressenti le devoir de s'impliquer.

Cet historien de l'antiquité grecque, éminemment attaché au droit de cité l'a toujours considéré comme un droit chargé en retour d'un certain nombre de devoirs de vigilance et d'engagement dans la cité. Ainsi, de sa démarche d'historien, Pierre Vidal-Naquet s'est toujours appliqué à tirer des enseignements dépassant le simple cadre de la connaissance du passé, pour s'interroger sur « l'histoire » en tant que science de compréhension atemporelle du monde, science de compréhension des permanences et des ruptures qui marquent les destins des hommes jusque dans le présent, liant les générations, soit dans une continuité de pensées et d'actes, soit à l'inverse, dans une recherche de discontinuité où les traditions le disputent aux aspirations à des mondes nouveaux, créant le débat sur ce que doit être l'avenir.

De cette manière d'appréhender les enseignements de « l'histoire », Pierre Vidal-Naquet tire l'idée que de l'étude et du récit des tensions et des héritages qui nous opposent et nous lient à notre (nos) passé(s), l'on peut mieux comprendre et s'engager avec une plus grande conscience des enjeux actuels

dans les grands débats qui traversent la cité aujourd'hui.

Abordant ainsi « l'histoire » comme une science de l'aller-retour éclairant, Pierre Vidal-Naquet vit son métier à la fois en scientifique, intellectuel et citoyen. « *Historien, Vidal l'est jusqu'au bout des ongles et dans la cité jusqu'au cou* » nous dit ainsi de lui Jean-Pierre Vernant dans la postface du livre, notant qu'il résulte de cette double implication un personnage complexe. « *Vidal n'est pas un mais plusieurs* ». Mais de la même façon qu'il n'oppose pas le passé au présent, considérant qu'ils sont tout à la fois, l'un et l'autre, les parties intimement liées d'un tout marquant la continuité de notre (nos) histoire(s), nous permettant d'avancer dans l'avenir en remettant en cause nos héritages, en même temps que nous empêchant de le faire trop vite, trop légèrement, au risque d'un chaos dans lequel nous aurions tout à perdre, Pierre Vidal-Naquet n'oppose pas les différentes facettes de sa personnalité. C'est un compositeur selon Jean-Pierre Vernant, qui dit de lui que Pierre Vidal-Naquet est un homme du « et », plutôt que du « ou », « *un et qui relie en distinguant plutôt qu'un ou qui sépare et oppose [...]* monde antique et monde contemporain, la Grèce et les Juifs, mythe et tragédie, formes de pensée et formes de société, Israël et les Palestiniens ».

C'est tout cela à la fois que restitue *Un historien dans la cité* au travers d'un enchaînement de textes se présentant à

la manière d'interventions de colloque, regroupés en grands thèmes, abordant Pierre Vidal-Naquet sous tous les angles du personnage.

Sous l'angle du scientifique d'abord, qui pense l'écriture de l'histoire, mène une réflexion épistémologique sur sa discipline et son rapport aux autres sciences, la philosophie en particulier, qui est sa discipline d'origine.

Sous l'angle de l'intellectuel engagé ensuite, qui se confond avec le citoyen soucieux de favoriser le développement de l'esprit critique et de la prise de responsabilité citoyenne en chacun. Est alors présenté un historien qui s'interroge sur la force du rapport entre passé et présent, se montrant conscient de ce que chaque homme peut gagner aujourd'hui à mettre de l'ordre dans sa mémoire, non pas en l'effaçant, mais en s'appropriant plus clairement ce qui, dans son histoire, sa culture, celle de son peuple et de son espèce, conditionne et inspire ses actes, se survit, se transforme ou disparaît à l'épreuve d'un présent où tout évolue, se modifie, tout le temps (certes et cela est heureux), mais aussi où toute évolution, par définition, ne se fait jamais *ex nihilo*.

L'engagement et la réflexion de Pierre Vidal-Naquet nous éveillent ainsi à l'idée que les remises en cause de l'ordre actuel sont toujours d'autant plus pertinentes que l'on connaît la nature exacte de ce que l'on remet en cause, faute de quoi, c'est de nihilisme qu'il s'agit, une sorte de philosophie du « *changer pour changer* » et finalement « *casser pour casser* ».

Alexandre RENAUD

« Pierre Vidal-Naquet, un historien dans la cité » - La Découverte - prix franco : 124 F.

Le tribunal de l'Histoire

Daniel Bensaïd est un « cas » bien intéressant. Il fait partie de ces irréductibles révolutionnaires qui continuent à penser la politique à l'aune des catégories de la révolution et de la contre-révolution. Il est de ceux qui restent accrochés au rêve de 1917, persuadés que quelque chose de décisif s'est produit

alors, qui malheureusement s'est trouvé brisé par la contre-révolution bureaucratique. Son attachement à un *Marx intempestif* ne le prédispose pas à croire à une fatalité qui s'attacherait à l'*Illusion* dénoncée par François Furet, son ennemi intime. La patiente réflexion sur le passé lui permet de surmonter le découragement, en s'attachant à un principe de méthode défini par Pierre Bourdieu : « *il n'est sans doute pas, affirme le sociologue, d'instrument de rupture plus puissant que la reconstruction d'une genèse : en faisant ressurgir les conflits et les confrontations des premiers commencements, et, du même coup, les possibles écartés, elle réactualise la possibilité qu'il en ait été (qu'il en soit) autrement, et, à travers cette utopie pratique, remet en question le possible qui, entre tous les autres, s'est trouvé réalisé* ».

On voit bien ce qu'on pourrait répondre à tout cela. Certes, il y avait bien des possibles déterminations différentes de l'événement révolutionnaire, mais le possible qui s'est réalisé ne l'a pas été sans raison, et la fatalité identifiée par François Furet est peut-être moins idéologique qu'on veut bien le dire. Car cette idéologie là est bien un facteur historique agissant, comme l'a montré Soljenitsyne en notant qu'elle fut multiplicatrice de la Terreur. Pour autant, on ne peut nier que l'histoire ne se ramène pas au seul facteur idéologique et qu'il est un peu trop facile, au nom du procès à mener contre le totalitarisme, de tout ramener à une causalité unilatérale, mimant ainsi les travers qu'on a tant reprochés au matérialisme historique.

Et puis, il faut compter avec tous ces militants fraternels à Daniel Bensaïd, qui ont cru au matin et n'ont jamais admis que le projet d'émancipation humaine ait été englouti dans le cauchemar stalinien. Ceux-là sont en droit de réclamer un jugement de l'histoire qui fera sa part à la complexité des événements, ne serait-ce qu'en prenant conscience de la difficulté même du jugement historique, du caractère conjectural de l'enquête, de la nécessité de s'ouvrir à une conception téléologique de l'action humaine qui permette de garder foi dans la capacité de l'humanité à se dépasser elle-même.

La question est d'actualité avec le débat nourri que le conflit du Kosovo a fait naître parmi les intellectuels français et qui ne cesse de remplir des pages entières du *Monde*. Tout se passe comme si toutes les questions brûlantes que la tragédie de la Seconde Guerre mondiale et les crimes du totalitarisme ne cessent de poser à la conscience contemporaine, étaient brusquement réactualisées dans l'immédiateté

par Gérard Leclerc



d'un conflit aux dimensions métaphysico-historiques. Là où Jean-Pierre Chevènement et bien d'autres supplient qu'on marque la distance entre l'absolu et le contingent, d'autres répliquent qu'il n'y a ici que de l'absolu, du kantienement impératif. Donc tout est déjà jugé, avant que le tribunal international se soit mis en place. Et sans doute, y-a-t-il le devoir de juger et éventuellement de condamner et d'empêcher de nuire. Sans oublier toutefois d'intégrer toute la complexité d'une situation, faute de quoi on pourrait bien aggraver le sort des gens que l'on veut secourir. Daniel Bensaïd nous met en garde contre la manie « compulsive » actuelle du jugement qui nous fait vivre à l'heure d'une société hypermorale dont les citoyens désertent pourtant les responsabilités effectives de la citoyenneté et de la militance.

Ce trotskiste est un péguyste, très sérieux, qui prend soin de rappeler en exergue de son livre cette maxime de Péguy à méditer d'urgence : « *Le jugement, c'est mon ennemi, mon aversion, mon horreur. J'ai une telle horreur du jugement que j'aimerais mieux condamner un homme que de le juger* ». Et pourtant, il faut juger : juger judiciairement, sinon la société serait chaotique et anémique ; juger historiquement, sinon le passé ne servirait à rien et notre

insertion dans le temps dépourvue de sens ; juger politiquement, car la politique demeure bien notre moyen le plus précieux de donner sens à notre action dans le monde. Il faut juger sans illusion, mais aussi sans ce scepticisme excessif qui déboucherait sur l'indifférence. Avec modestie : « *Qui juge qui ? Qui est coupable ? Et surtout, qui est innocent ?* ». Au terme, Daniel Bensaïd ne serait-il pas excessif par humilité ? « *C'est pourquoi le juge n'est pas le juge, ni l'historien d'ailleurs ni même le citoyen. C'est le jugement qui juge à travers la publicité partagée de leur controverse. Dans « un procès sans sujet ni fin » ?* ». Attention juge, historien, citoyen ne sauraient se dérober à leur tâche, en s'effaçant devant l'impersonnalité du jugement. D'ailleurs, Bensaïd ne pense pas à cela. Il ne réduit pas l'histoire à des interprétations. Il croit même à la Vertu des Justes, des Héros et des Saints. Il n'est pas indifférent à un sens de l'espérance, celui qu'Alain Badiou se permet de chercher jusque chez saint Paul. Et s'il se méfie de tout jugement dernier, il élude d'aller rechercher ce qu'il signifie dans les évangiles.

Mais avant d'aboutir à ces conclusions, il faut reprendre attentivement tout le dossier rassemblé parce qu'il a le mérite d'examiner pièce à pièce les éléments du débat de ces dernières années, en les étudiant pour eux-mêmes. Ainsi les procès pour crime contre l'humanité permettent de comprendre la difficulté pratique de juger selon des concepts nouveaux. Les difficultés soulignées par Hannah Arendt au moment du procès Eichmann à Jérusalem n'ont pas été toutes levées, loin de là. Il est facile de se réclamer des grands principes, les « vieux fétiches majuscules » pour fuir les cheminements humains de la vérité. Le choix de Daniel Bensaïd est de faire appel à toutes les ressources possibles pour aider à y voir plus clair : ceux de l'histoire, c'est-à-dire des historiens, celles des philosophes et instamment des philosophes de l'histoire préoccupés comme Weber et Dilthey d'étudier d'abord la spécificité de la causalité humaine, celles des penseurs comme Kant et Arendt qui se demandent ce que c'est que juger. Bref contre le tribunal de l'Histoire, il convient de mobiliser les humbles ressources du discernement, celui qui se soucie moins de condamner que de rendre possibles l'avenir et cette marge de liberté qui permet, disait Merleau Ponty, d'être autre chose qu'un « paquet de hasard ».

Daniel Bensaïd - « *Qui est le juge ?* Pour en finir avec le tribunal de l'histoire » - Payard - prix franco : 120 F.

A la rencontre d'un Masque mythique

Tout amateur de romans policiers a tenu, au moins une fois dans sa vie, un titre diffusé sous le label de la célèbre couverture jaune au masque vénitien percé d'une plume. A l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la maison, Anne Martinetti invite à une rétrospective des Éditions du Masque.

Procédant de manière chronologique, Anne Martinetti retrace ce que fut et demeure la politique éditoriale du Masque sous ses trois directeurs de collections successifs - Albert Pigasse, le fondateur, Christian Poninski, Michel Averlant, le rénovateur - et que l'on pourrait résumer en une formule lapidaire : distraire le lecteur en innovant continuellement dans la tradition.

Au moyen de chapitres courts et pleins de clarté, elle présente les diverses collections du Masque, rappelant succinctement leur histoire et les raisons de leur succès ou de leur échec passé ou présent. Un chapitre particulier évoque la création du Prix du Roman d'aventure destiné à découvrir et promouvoir des auteurs français à une époque où la production anglo-saxonne dominait le genre.

Si le Masque est bien la chapelle du roman policier classique à énigme, avec à

l'honneur des auteurs comme Agatha Christie, John Dickson Carr ou Boileau-Narcejac, la maison fit toutefois des détours heureux vers d'autres genres, l'aventure avec le rocambolesque Sax Rohmer, le thriller avec l'inquiétante Ruth Rendell ; l'espionnage avec le sombre Jack Higgins, le *procedural story* avec l'humaine Patricia Cornwell. Il existe même une éphémère collection western à la fin des années soixante à l'initiative d'Albert Pigasse. L'unique échec constant du Masque restant le roman noir où il ne put jamais s'imposer face à la Série Noire pour laquelle il était le genre majeur.

Une place à part est réservée à Pierre Very et à ses romans « contes de fées pour grandes personnes », où à ce que Anne Martinetti qualifie de « révolution Exbrayat » inventeur du genre roman policier humoristique.

En conclusion, remercions Anne Martinetti pour cette évocation de la plus ancienne collection policière hexagonale, son livre trouve sa place, indispensable, dans toute bibliothèque d'amateur du genre.

Bruno DIAZ

Anne Martinetti - « Le Masque, histoire d'une collection », Référence n° 3, Encre, prix franco : 65 F.

Naviguons à bon escient

Le vocabulaire français de l'internet vient d'être - enfin ! - officialisé (1). Partons ensemble à sa découverte. Vous n'aurez désormais plus d'excuses pour jargonner à la Bill Gates !

Véritable fouineur (*hacker*) sur l'internet (veillez à la minuscule du i), vous partez de votre fournisseur d'accès (*access provider*) pour passer d'un concentrateur (*hub*) à l'autre et explorer ainsi la toile (*web*) en parcourant les autoroutes de l'information. L'internaute que vous êtes (*cybernaut*) avait prudemment sélectionné son serveur (*server on-line*) en participant à un forum (*news-group*) où on apprend beaucoup, notamment sur la qualité des serveurs mandataires (*proxy server*). De même, grâce à des hypertextes et à un bon logiciel de navigation (*browser*), vous butinez facilement d'un site à l'autre.

Vous vous laissez séduire par une page d'accueil (*home page*) ? Vite, collez un signet (*bookmark*) afin d'y revenir à la prochaine occasion. En effet, malgré sa simplicité, le système d'adressage par domaines (*domain name system*) n'est pas toujours pratique ! Et si vous trouvez quel-

que chose de très intéressant, dites-le à vos amis, par exemple en leur adressant un mél (message électronique ou *e-mail*).

Grâce à de bonnes passerelles (*gateway*), vous avez pu enrichir votre intranet (le réseau qui ne regarde que les membres de votre association ou les employés de votre entreprise) voire votre extranet (le réseau intranet qui a été étendu à vos associés, vos clients ou vos fournisseurs). Mais méfiez-vous des pirates (*cracker*) qui peuvent s'en prendre à votre système de sécurité.

Enfin, le jour où vous aurez un moment de doute, demandez à votre moteur de recherche de se lancer sur la piste de « royaliste ». Vous vous sentirez moins seul ! Les trois lettres « nar » vous ouvriront également des horizons inattendus !

Christian MORY

(1) Publication au Journal Officiel du 16 mars 1999.

Sélection librairie

- ♦ Mohamed Tozy - Monarchie et islam politique au Maroc - prix franco 163 F.
- ♦ Philippe Delorme - Anne d'Autriche - prix franco 119 F.
- ♦ François David - Visages de la Résistance en pays de Brive - prix franco : 140 F.
- ♦ André Chouraqui - Histoire des Juifs en Afrique du Nord (2 volumes) - prix franco : 265 F.

Sur la Toile

A côté de ceux des maisons royales ou des organisations royalistes, il existe aussi sur Internet des sites « généralistes » monarchistes fournissant d'utiles renseignements.

HOELSETH'S ROYAL CORNER - On ne trouvera pas ici directement des nouvelles royalistes puisqu'il s'agit en fait d'un annuaire permettant de savoir où se trouvent les informations qui vous intéressent. Conçu par un jeune norvégien, Dag H. Hoelseth, cet annuaire recense plus de trois cent sites concernant les familles royales, les organisations monarchistes et d'une manière plus générale tout ce qui concerne les royautes. Son usage est assez simple : à l'exception des sites des organisations monarchistes internationales, généalogiques ou donnant des nouvelles générales, le classement est fait pays par pays.

Un exemple pour illustrer. A "ALBANIE" on trouve trois adresses : celle du site *Albanie royale* (que nous avons présentée dans *Royaliste* n° 724), celle où l'on trouvera le texte de la Constitution de 1928 qui définit les pouvoirs du roi et un site traitant de la « renaissance des traditions héraldiques et nobiliaires dans la république albanaise aujourd'hui ». Grâce à *Hoelseth's Royal Corner* il est facile, en quelques clics de souris, de devenir incollable sur la Constitution du Tonga ou sur la famille royale d'Éthiopie !

<http://www.geocities.com/Athens/Crete/2122/royalty.html>

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement *mercredi* annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 5 mai : Le national-populisme est-il le résultat des manœuvres et manipulations des détenteurs du pouvoir ? Ou l'enfant naturel de la fameuse « bête immonde » ? Directeur de recherches à la Fondation des Sciences politiques, Guy HERMET montre que le Front national prétend combler la carence de l'État-Providence par un programme de réciprocité restreinte. Malgré la crise actuelle de cette organisation, la « trahison démocratique » pose la question « Quel avenir pour le populisme ? » ainsi que celle de sa fonction sociale et de son utilisation politique.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

✉ A noter : les correspondants qui avaient l'habitude d'utiliser la ligne "personnelle" d'Yvan Aumont sont priés de ne plus le faire, cette ligne étant maintenant dédiée aux communications électroniques

T'as pas cent balles ?

Avec le retour du printemps, reviens pour nous le temps des bilans. Celui de l'année écoulée nous est connu, celui de l'année en cours en est au stade des prévisions. Et c'est à ce moment que nous pouvons chiffrer le montant de nos besoins vitaux...

Chiffrer ses besoins est une chose, remplir la caisse pour les satisfaire en est une autre. Et c'est pour cela que je vais maintenant vous parler d'argent. En effet, comme tous les ans à la même époque, il me revient la tâche pénible de sortir ma sébile et de commencer ma quête, de « faire le demi-crucifix » - puisqu'il suffit de ne tendre qu'un bras - comme l'on disait jadis.

Cette année, comme l'année dernière, nos besoins impératifs se montent à 50 000 F et nous avons deux mois pour les réunir. C'est une somme à la fois importante et dérisoire... Importante car, je le sais bien, beaucoup de nos amis sont dans des situa-

tions difficiles et ont des revenus bien modestes avec des budgets serrés. Pour eux, donner 100 ou 200 F représente un sacrifice important. Mais en même temps c'est une somme dérisoire si on la compare à celles que l'on voit se gaspiller dans les aventures électorales ou dans l'édition de journaux éphémères.

De toutes façons, il nous faut gagner ce pari. Notre équilibre financier en dépend, et de lui découle la parution de *Royaliste* à son rythme actuel. Alors, n'attendez pas et répondez généreusement à mon appel.

Yvan AUMONT

SESSION DE POLITIQUE APPLIQUÉE à Angers les 24 et 25 avril

« Les enjeux politiques des luttes sociales »

20 années de batailles perdues montrent que l'on ne peut pas se satisfaire de protestations locales et de luttes catégorielles. Comment concevoir la stratégie ? Comment agir sur le plan tactique ? Est-il possible de remporter des victoires ?

Pour répondre à ces questions, il importe de s'interroger préalablement sur les mutations du capitalisme, la condition ouvrière aujourd'hui et sur les moyens de réhabiliter le droit du travail.

Inscriptions à l'IFCCE, 13, square Jean-Baptiste Clément, 49000 Angers.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La guerre, cette révolution

La guerre est révolution, écrivait Lénine en marge de Clausewitz. Ceci parce que la guerre est la révélation, terrible, de l'homme à lui-même, et des qualités de ses dirigeants.

La phrase doit être prise comme un constat, non comme l'apologie de valeurs héroïques qui sont contredites par la tradition monarchique et par la politique royale. La monarchie vaut par la paix qu'elle institue, et la symbolique royale prend son sens dans l'unité du peuple reconnu selon le droit et selon ses droits - et dès lors préservé, autant que possible, de la violence.

Je n'oublie pas que la monarchie capétienne a fait la guerre et que des rois l'ont « trop aimée ». Vain désir de gloire ou nécessité défensive, cet acte ne relève pas d'une plus ou moins grande moralité. Lionel Jospin s'abuse et nous abuse lorsqu'il affirme (1) qu'en Yougoslavie « nous agissons au nom d'une morale, je dirais même au nom d'une philosophie, d'une conception de la civilisation ».

Cette guerre n'est pas morale parce que la guerre ne l'est jamais. Ni pour nos religions constitutives, qui interdisent de tuer, ni pour la philosophie kantienne qui inspire l'humanisme laïc (2). Lionel Jospin confond la morale et le moralisme, la rigueur et la punition.

Cette guerre n'est pas juste. Car une guerre justifiée se ferait selon le droit, alors que l'agression contre la République yougoslave se fait sans mandat de l'ONU, sans vote préalable du Parlement français, et sans même que le Pacte atlantique soit respecté. Qu'on ne se plai-

gne plus de la « monarchie présidentielle » : ce que le président de la République et le Premier ministre ont décidé sans l'accord explicite de la représentation nationale, le roi d'une monarchie constitutionnelle n'aurait pas pu le faire.

Cette guerre ne se réduit pas à des « frappes aériennes » destinées à éliminer un tyran. Atténuer la force des mots n'enlève rien à la violence des actes commis contre une nation et plusieurs peuples. Les fusées de l'OTAN ne visent pas le seul Milosevic. Elles tombent sur



Belgrade, Pristina, Podgorica, Novi Sad ; elles terrorisent, blessent et tuent des civils. Le fait qu'on parle de « dommages collatéraux » et qu'on inscrive les victimes au chapitre des « bavures », comme dit *Libération*, statistiquement inévitables, comme disent les généraux américains, ne changent rien à la réalité. Contrairement à ce qu'affirmait le Premier ministre au début du conflit, nous sommes entraînés là où ne voulions pas aller.

La guerre est un échec (c'est ainsi que nous avons vécu la guerre du Golfe, à laquelle nous nous étions résignés), et cette guerre tout particulièrement : de

différentes manières, toutes condamnables, tous les peuples du sud des Balkans sont aujourd'hui martyrisés. Cette guerre est notre échec puisqu'elle attire sur nous le ressentiment des Yougoslaves qui, depuis toujours, vénèrent notre pays sans que nous ayons pu prévenir ou empêcher le malheur qui frappe les Albanais.

Triste révélation d'une impuissance que nos dirigeants ont théorisée, et qu'ils démontraient déjà dans le domaine économique et social. Piteuse attitude des professeurs de « réalisme », qui fuient dans le brouillard des mots, dans la confusion des propos, dans le désordre des comportements la terrible réalité de la guerre.

Consternante révélation de notre soumission aux Américains qui, comme d'habitude, décident de la conduite des opérations militaires sans consulter personne.

Tragique révélation de l'inexistence de l'Europe, qui voudrait trouver dans cette guerre le moyen de s'affirmer elle-même, alors que l'agression contre la Yougoslavie est une guerre contre elle-même - contre ses valeurs, ses principes, sa mémoire, son identité - sous l'égide des Américains qui diffusent en nous leurs fantasmes et leurs préjugés tout en nous imposant leur volonté.

Nous n'oublierons pas, non plus, les hypocrisies et les lâchetés de ceux qui, sachant l'absurdité de cette guerre, ont choisi de se taire.

Mais la guerre est une révolution. Des principes violés et des amitiés perdues, des échecs et des humiliations, naîtra, en France et en Europe, la volonté de changer radicalement le cours de l'histoire.

Bertrand RENOUVIN

(1) Intervention du 8 avril, France 2.

(2) cf. la méditation sur la paix de Catherine Chaliel : *De l'intranquillité de l'âme*, Payot, 1998 (prix franco : 95 F).

N.B. Cet éditorial a été écrit le dimanche 11 avril.